

Harris, de son côté, profite d'une couverture médiatique ultrafavorable, mais sa campagne manque d'authenticité. Les journalistes omettent de mentionner ses positions radicales et les débats récents n'ont fait qu'accentuer le contraste entre elle, préservée par les médias, et Trump, constamment attaqué. Cependant, les électeurs américains ne se laisseront pas bernier indéfiniment. Ils voient au-delà de la façade médiatique et comprennent les enjeux réels.

La lutte contre la fraude sociale doit être une priorité

En pleine crise budgétaire, Michel Barnier et son gouvernement trouveront là un gisement de plusieurs dizaines de milliards d'euros de dépenses indues et de pertes de recettes.

Par Charles Prats*

Michel Barnier est au pied du mur budgétaire et la France au bord du précipice tant les dernières données sont inquiétantes. Bientôt 3200 milliards d'euros de dette publique; une situation nette (différence entre actifs et passifs de l'État) dans le rouge de 1875 milliards fin 2023; un déficit qui va dépasser 6 % du PIB, soit près de 200 milliards de trou supplémentaire; 4284 milliards d'engagements hors bilan à fin 2023... Si la France était une entreprise, elle serait en liquidation judiciaire!

Comment le nouveau Premier ministre pourra-t-il, en l'absence de majorité parlementaire, dégager des marges de manœuvre afin de redresser les comptes publics et financer les politiques qu'il souhaitera mettre en application au service des Français?

Une des pistes que je porte dans le débat public depuis plusieurs années est celle de la lutte contre la fraude sociale. Solution pragmatique que Michel Barnier avait faite sienne en 2021 après de longues discussions que nous avons eues en tête-à-tête. Il n'était d'ailleurs pas le seul, de Marine Le Pen à Valérie Pécresse en passant par Philippe Juvin ou Jordan Bardella, car tous ont compris et répètent depuis longtemps qu'il y a là un gisement de plusieurs dizaines de milliards d'euros de dépenses indues

Cette élection n'est pas simplement un affrontement politique, elle symbolise une bataille pour l'avenir de la démocratie américaine. Donald Trump, malgré les tentatives d'assassinat et les attaques incessantes, demeure un acteur central, porté par une base d'électeurs plus déterminée que jamais à faire entendre sa voix ●

* *Nicolas Conquer est porte-parole de Republicans Overseas France.*

et de pertes de recettes. Il y a donc une majorité pour réclamer et approuver des actions concrètes, rapides et fortes, bien au-delà des demi-mesures du plan Attal de lutte contre les fraudes du printemps 2023, qui a singulièrement manqué d'ambition et d'envergure.

L'enjeu principal se situe dans le surnombre gargantuesque d'assurés sociaux pris en charge par notre pays, comparé au nombre de personnes y résidant réellement: 75,3 millions d'assurés sociaux avec des droits ouverts pris en charge, selon la Cour des comptes en 2020. En avril 2023, l'Inspection générale des finances a remis un rapport expliquant que pour la seule assurance maladie, il y avait 73,1 millions de personnes ayant des droits ouverts pour toucher

des prestations... pour 68 millions de résidents! Il est donc impératif de mettre en œuvre un "nettoyage" du fichier des assurés sociaux pour en sortir enfin les millions d'individus qui n'ont rien à y faire. La protection sociale, c'est près de 900 milliards d'euros chaque année. Mettre hors-jeu 4 ou 5 millions d'individus, cela fera quelques économies, parions-le.

Le gouvernement devrait enfin créer le véritable "FBI de lutte contre la fraude sociale" que je prône depuis 2012 avec le retour d'un service du ministère des Finances plus étoffé que la simple mission interministérielle qu'Emmanuel Macron et Édouard Philippe avaient substitué à la Délégation nationale à la lutte contre la fraude instaurée par

IL EST DONC IMPÉRATIF DE METTRE EN ŒUVRE UN "NETTOYAGE" DU FICHER DES ASSURÉS SOCIAUX POUR EN SORTIR ENFIN LES MILLIONS D'INDIVIDUS QUI N'ONT RIEN À Y FAIRE.

Nicolas Sarkozy et François Fillon.

Il faut aller chercher l'argent dans la poche des fraudeurs avant que d'aller le prendre dans celle des contribuables. On espère que ce mantra sera enfin celui du gouvernement... ●

* *Charles Prats est ancien magistrat de la Délégation nationale à la lutte contre la fraude.*